

Le Boulonnais porte le bonnet d'âne de la région en matière de mortalité



Yves Marlier (en costume), directeur de l'hôpital, entouré des Dr Coliche, Lefebvre et Hage. PHOTOS « LA VOIX »

| ON EN PARLE |

Le rapport de l'**Observatoire régional de la santé (ORS)** a claqué comme un boomerang lancé en pleine face. Avec un triste 34, le Boulonnais affiche le pire indice de mortalité du Nord-Pas-de-Calais, région elle-même sinistrée. Moyens, efficacité de la prévention, politiques, les responsables sont nombreux. Et pas forcément où l'on croît.

Yves Marlier est le directeur de l'hôpital Duchenne. Il a longtemps oeuvré à Roubaix, autre zone difficile. Autant dire que les résultats l'ont un peu surpris. Après les avoir vérifiés (les Audomarois qui décèdent à Boulogne « comptent » bien pour St-Omer), il nous a présenté une carte de la région, représentant l'IDH (indice de développement humain, calculé sur le niveau d'éducation, le revenu fiscal, etc...).

Surprise (ou pas), les résultats sont quasiment identiques. Le Calaisis, hormis Calais, se porte bien. Quant au Montreuillois, malgré le manque de médecins, « c'est Nice », s'amuse le Dr Coliche.

Forte mortalité rimerait donc avec faible développement humain. « On pense directement à venir nous voir pour parler d'un sujet comme ça, reprend Yves Marlier. Pourtant, quand le patient arrive à l'hôpital, c'est trop tard. » Selon les médecins, les troubles doivent être corrigés dès l'enfance. Or, on constate « des difficultés chez des enfants qui n'ont jamais vu leurs parents travailler. Sans parler du chips/télé. » Le Dr Hage, pédiatre, remarque qu'on signale peu « les dégâts des écrans sur le développement cérébral de l'enfant. » Dans les familles où la télé est toujours allumée, « leurs dessins sont moins élaborés. » La communauté médicale regrette aussi qu'à l'école, on ait délaissé le volet prévention pour se consacrer « sur la violence. Il ne faut pas travailler que sur les conséquences. Aussi sur les causes. » Tous ces retards accumulés favorisent une population plus sensible à la surmortalité. « La CAB nous soutient, on a de la chance, note Yves Marlier. Mais on a besoin que tous les acteurs mettent le double de carburant pendant dix ans pour rattraper notre retard. » Les solutions, c'est d'abord mieux utiliser les moyens à disposition. « La prévention au petit-déjeuner, ça ne marche pas, constate Olivier Lacoste, directeur de l'ORS. Il faut concevoir des actions ciblées, avec les acteurs de terrain. » Au vu des mauvais résultats, Yves Marlier aimerait récupérer des contrats locaux de santé (CLS), actuellement attribués à Dunkerque et Maubeuge, pour avoir plus de moyens de prévention. Pour la rendre également plus efficace. « Ce chiffre de 34 est difficile à expliquer. Il peut être dû à plein de choses. Une ligne de bus en plus ou en moins par exemple. » •

A suivre demain

PAR SYLVAIN LIRON